



F.-H. MANHES
MARCEL PAUL
PRESIDENTS FONDATEURS DE LA F.N.D.I.R.P.

LE PATRIOTE RESISTANT

journal des déportés internés et familles

SUPPLEMENT AU N° 566
DECEMBRE 1986

0,70 F

Concours national de la Résistance et de la Déportation

1 200 titres en 1944. La presse de la Résistance qui s'apprête à sortir de l'ombre, reflète tous les courants de pensée des partis, syndicats, réseaux, mouvements, qui se sont manifestés dans le combat pour la liberté. C'est une presse pluraliste, fière, honnête, dont l'ambition est de se développer en toute indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères», selon la formulation du programme du conseil national de la Résistance adopté le 15 mars 1944.

Pendant 4 ans, on avait assisté à un face à face meurtrier entre la presse légale soumise, et la presse clandestine porteuse des idées de liberté, d'indépendance. Meurtrier, parce que les imprimeurs, les rédacteurs, les diffuseurs des journaux de la Résistance mettaient leur vie dans la balance et que beaucoup ont payé de ce prix, la volonté d'informer sur la réalité de l'occupation.

« Un pays vaut souvent ce que vaut sa presse » a écrit Albert Camus, le 2 septembre 1944, et cette réflexion reste d'actualité. Dans ce numéro spécial, nous avons choisi de montrer ce que « valait » la presse de la collaboration, face à celle de la Résistance, par la publication d'extraits d'articles relatant un même événement. Les relations du massacre d'Oradour-sur-Glane, de la rafle du Vel' d'Hiv', de l'insurrection des détenus de la prison d'Eysses, permettent une confrontation mettant en évidence la nature profonde de ces deux pressions : la propagande menson-



gère, haineuse, à laquelle s'oppose une information rigoureuse, juste et vraie. D'autres faits peuvent être facilement mis en parallèle, y compris au niveau local. Pour ce qui concerne la radio, le lecteur pourra également comparer l'attitude de la B.B.C. face à la radio « officielle ».

L'ambition de la Résistance pour la presse du pays libéré était grande, mais quelques mois plus tard, les journaux nés dans la clandestinité commencent à disparaître, faute d'argent ou parce qu'ils refusaient de se soumettre aux lois du marché. Et chaque journal qui disparaissait emportait avec lui un peu de ce pluralisme dont la Résistance était si fière.

Chaque région disposait de plusieurs titres. Combien en reste-t-il aujourd'hui ? Il est possible à chaque participant de mener rapidement son enquête ; un tel thème nécessite un travail personnel de documentation dans bien d'autres domaines. Par exemple : dans votre ville ou village, qui écoutait la B.B.C. ou lisait la presse clandestine ? Qui lisait les journaux autorisés ? Que retenaient les lecteurs de l'une et de l'autre presse ? Les résistants que vous connaissez ou que vous rencontrerez ont-ils participé à la rédaction, l'impression, la diffusion de journaux clandestins ? Rarement, sans doute, l'interview aura eu une telle importance.

Ce journal est édité par la F.N.D.I.R.P. (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes), 10, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : 45.02.11.00.

LE THEME DU CONCOURS :

« Durant la Seconde guerre mondiale, de 1940 à 1944, la presse et la radio (la télévision n'existait pas encore) furent utilisées massivement par les nazis et les collaborateurs pour leur propagande et par conséquent, contre la Résistance. Mais celle-ci sut répliquer : elle créa sa propre presse clandestine, malgré les difficultés d'impression et de diffusion. Elle fut suscitée, en-

couragée, soutenue et même dirigée de façon constante par la radio « Les Français parlent aux Français » qui, chaque soir, émettait de Londres ses messages, entendus malgré le brouillage. Ains fut réalisée la promesse faite le 18 juin 1940 par le général de Gaulle, à la fin de son appel historique : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain,

comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres ».

L'histoire de la Résistance démontre l'alternative, plus actuelle que jamais, offerte aux sociétés humaines par les progrès de la science et de la technique. Celles-ci mettent à leur disposition de puissants moyens de communication qui peuvent servir au meilleur comme au pire, à la liberté comme à l'asservissement, à la démocratie comme à la dictature. »

PRESSE LEGALE - PRESSE CLANDESTINE

LE FACE A FACE SOUMISSION - LIBERTE

L'offensive foudroyante de la Wehrmacht et de ses chars le 10 mai 1940 dans les Ardennes, avait percé la ligne Magnot qui devait protéger la France de toute invasion par le Nord. Elle avait tiré de leur léthargie dans la « drôle de guerre », mal préparées, trahies par certains officiers, qui se replient vers le sud. Une fois la Loire franchie, la Wehrmacht pouvait sans peine poursuivre sa marche.

Plus de 1 500 000 de nos soldats et officiers sont faits prisonniers et il y a près de 100 000 morts. La panique avait saisi la population qui quittait villes et campagnes. C'était l'exode.

Le 14 juin, le drapeau à croix gammée flotte sur un Paris désert.

Le 17, Pétain, qui avait succédé à Paul Reynaud, demande l'armistice qui sera signé le 22 à Rethondes près de Compiègne. Les clauses en sont draconiennes : l'Alsace et une partie de la Lorraine sont annexées ; les départements du Nord et du Pas-de-Calais, zone interdite, sont rattachés à l'administration nazie installée à Bruxelles.

La plus grande partie de la France est coupée en deux : une zone nord occupée par les Allemands avec Paris, une zone non occupée (on n'y voit pas d'uniformes allemands avant le 11 novembre 1942) compte deux grandes villes, Lyon et Marseille ; le gouvernement de Pétain s'installe à Vichy, c'est l'Etat français dont la devise « Travail, famille, patrie » remplace la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité ». Les deux zones sont séparées par une ligne de démarcation qu'on doit traverser clandestinement si l'on n'a pas d'autorisation.

Des indemnités considérables doivent être payées par la France à l'Allemagne.

Attaqués de se retrouver à des centaines de kilomètres de chez elles à cause de l'exode, nombre de familles étaient séparées, sans nouvelles des mobilisés faits prisonniers ; certains des leurs avaient suivi dans leur repli l'administration ou l'entreprise à laquelle ils appartenaient, d'autres avaient essayé de rejoindre une maison amie où ils espéraient trouver un refuge. L'ensemble de la population française, sans réaction, regagne pendant l'été son domicile où l'attendaient les difficultés de ravitaillement. Cependant dès la fin juin, les premiers « Français libres » arrivent à Londres à l'appel du général de Gaulle qui, le 18 juin, lance l'Appel qui se termine par la phrase citée dans le thème du concours : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres ».

La presse aux ordres

En zone nord, la presse et la radio dépendaient entièrement de l'occupant. Goebbels, ministre du III^e Reich, avait fait de la propagande une arme de guerre et se ventait de « diriger de son bureau de Berlin toute la propagande de l'Europe nouvelle ». Ses services (la Propaganda Abteilung ou section de propagande) s'installent à l'hôtel Majestic à Paris pour organiser la diffusion des mensonges dans lesquels ils étaient passés maîtres. Une censure impitoyable s'exerce envers tout ce qui est imprimé. Parmi les 350 titres d'avant-guerre restés en zone nord, certains tiraient à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. C'était le cas

du « Petit Parisien », de « Paris-Soir », du « Matin », de « l'Œuvre », de l'hebdomadaire « Je suis partout ».

La Propaganda, aidée par les services de l'ambassadeur Otto Abetz qui connaissait parfaitement les milieux pronazis de Paris, avait créé de nouveaux journaux : « La France au travail, pensée s'adresser aux ouvriers, « Les Nouveaux temps », destiné à la

de l'Etat français. Le secrétaire général en a été Paul Marion de 1941 à 1944. Il dirigeait de près l'O.F.I. (Office français d'information), cheville ouvrière du système de censure et d'information qui, à la fin de 1942, devint la principale agence de presse pour toute la France. Parmi les journaux nationaux qui étaient repliés en zone sud, il y avait le « Jour-Echo de Paris », « Le Temps », « La Croix », « Le Figaro », « Le Journal », « Le Petit journal ». De grands journaux de province, « Le Progrès » (de Lyon), « La Dépêche » (de Toulouse), paraissent.

La radio. L'intoxication par la radio était préparée, elle aussi, par les services de Goebbels. Le slogan répété inlassablement dans les émissions de la B.B.C. sur l'air de la Cucaracha : « Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand », le caractérisait parfaitement.

Les réponses à l'intox par les ondes. Malgré le brouillage, ceux qui le pouvaient écoutaient la B.B.C. avec précautions de peur des dénonciations. La radio suisse de langue française (Sottens) donnait des informations bien documentées et la presse suisse parvenait en zone libre dans la région lyonnaise.

À partir du 22 juin 1941, date de l'assaut de la Wehrmacht contre l'Union soviétique, Radio Moscou a été une source de renseignements sur le front de l'Est ; on pouvait y entendre deux fois par semaine les commentaires de Jean-Richard Bloch qui appelait les Français à se mobiliser.

Publications et presse clandestines

Les rapports des renseignements généraux, comme ceux de la Gestapo, signaient au 4^e trimestre 1940 la saisie de tracts divers et certains préfets de zone occupée notent une activité gaulliste et communiste.

Les tracts. Pour les différencier de la presse qui avait, autant que possible, une périodicité, on pourrait dire que leur objectif était plus limité que celui d'un journal et qu'ils ne procédaient pas toujours d'une organisation en formation ou existant déjà. Leur point commun était d'informer et de secouer l'apathe générale. Il y en eut un nombre considérable de l'été 1940 à la Libération et leur retentissement a été très important.

Au début, il ne s'agissait souvent que de feuillets manuscrits, puis notés, tirés d'abord à un petit nombre d'exemplaires, la consigne étant donnée de les recopier pour ne pas arrêter leur diffusion. Ce fut le cas des « Conseils à l'occupé » de Jean Texcier dès l'été 1940, de différents appels tel celui du général Cochet, celui du parti communiste daté du 10 juillet et diffusé dans les deux zones.

« Vichy fait la guerre », rédigé par Jean Cassou, est une des premières manifestations de ce que l'on a appelé le réseau du Musée de l'homme. Les tracts dans les entreprises ont eu un impact très grand, qui a contribué à la difficile reconstitution des partis et des syndicats. De mieux en mieux présentés, connaissant leur appogée au moment où sévit le S.T.O. et où se constituaient des maquis un peu partout (1943), l'aide apportée par les tracts dans l'éveil des consciences est capitale.

Dans son extrême variété et dans son abondance, la presse clandestine a été l'antidote de la presse aux or-

Dès la fin de 1940, en zone occupée, des titres historiques ont paru : « Fantagruel » (d'octobre 1940 à août 1941), « Résistance » du comité national de salut public, une des branches du réseau du Musée de l'homme ; le numéro 1 sort le 15 décembre 1940 ; il y a eu 8 numéros jusqu'aux arrestations de fin 1941 - début 1942 ; « Libération Nord » (début décembre, journal de syndicalistes), « L'Université libre » (2^e quinzaine de novembre 1940 jusqu'à la Libération de Paris).

En zone non occupée, les titres qui ont été parmi les plus forts tirages sont les organes des mouvements clandestins dont ils portent le nom : « Libération » (bihebdomadaire, sort en juillet 1941), « Combat », à partir de 1943 - comme « Franc-Tireur ». Certains d'entre eux font suite, en fait, à des titres disparus. À partir d'août 1941 paraissent à Lyon « Les cahiers du Témoignage chrétien ».

Le parti communiste avait été interdit en septembre 1939, sa presse bannie. Cependant « l'Humanité », « La

REPÈRES CHRONOLOGIQUES 1936-1939

1936 : 7 mars - Hitler donne l'ordre à ses troupes d'entrer dans la zone demilitarisée de la rive Est du Rhin, garantie en 1925 par les accords de Locarno. Albert Sarraut, président du Conseil déclare le lendemain : « Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands ». Finalement, le gouvernement français s'en tient à une protestation de pure forme.

4 juin - Formation du premier ministère Blum, après la victoire du Front populaire aux élections législatives.

18 juillet - Début de la guerre civile en Espagne. Hitler et Mussolini allient apporter à Franco leur appui en hommes et en matériel, spécialement en avions.

1938 : 13 mars - Annexion de l'Autriche par Hitler. C'est l'Anschluss.

29-30 septembre - Signature du pacte de Munich entre Chamberlain (Grande-Bretagne), Daladier (France), Hitler et Mussolini. Il laisse les mains libres à Hitler.

10 octobre - Les troupes hitlériennes envahissent le territoire des Sudètes (de langue allemande), partie de la Tchécoslovaquie.

1939 : 14-15 mars - La Wehrmacht entre à Prague. La Tchécoslovaquie devient le protectorat de Bohême-Moravie et la Slovaquie, sous l'égide de Mgr Tiso, président du parti fasciste, se met sous le contrôle du III^e Reich.

1^{er} avril - Fin de la guerre d'Espagne. Franco s'établit pour 36 ans.

23 août - Pacte de non agression germano-soviétique.

1^{er} septembre - La Wehrmacht envahit la Pologne.

3 septembre - Liées par des accords avec la Pologne, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre au gouvernement hitlérien.

LES « CONSIGNES » DE VICHY

Les nazis et Vichy « orientent » la presse qui doit se conformer aux ordres. Voici quelques exemples des consignes de Vichy, parmi les plus anodines :

Préciser que les troupes sous les ordres de de Gaulle étaient composées en grande partie dans l'affaire de Libreville de légionnaires espagnols anciennement Fronte populaire. (Note d'orientation de la censure de Vichy aux journaux, le 12 novembre 1940).

Eviter d'employer les mots « Russe et Russie ». La marge des synonymes entre soviets et rouges est assez étendue sans qu'il soit besoin de recourir aux anciennes dénominations.

(Consignes de la censure de Vichy, 13 janvier 1942).

Les journaux doivent tenir compte des consignes mais avec leur propre style : En publiant en extenso les dépêches qui leur sont adressées, les journaux contribuent à donner à la presse cette uniformité que le secrétariat général à l'information voudrait absolument lui enlever.

(Nouvelle consigne donnée par Arbellot, sous-directeur de la Presse au ministère de l'Information, 26 février 1942).

Les informations sur les opérations militaires sur les côtes françaises devront être publiées sur deux colonnes maximum sous le titre suivant : « Une tentative de débarquement anglo-américain sur la côte normande ». Le mot « invasion », ne devra pas être utilisé.

(Consigne n° 1557, du 6 juin 1944).

Les journaux publieront obligatoirement, sur trois colonnes maximum, les informations sur les opérations militaires. Titre obligatoire : « L'attaque anglo-américaine sur les côtes de Normandie ».

(Consigne n° 1558, du 7 juin 1944).

bourgeoise, « Aujourd'hui », pour la masse des intellectuels de gauche, l'hebdomadaire littéraire « La Gerbe », dans lequel écrivaient des auteurs connus qui avaient choisi la collaboration. En zone sud, jusqu'au 11 novembre 1942, date à laquelle la Wehrmacht occupe, le contrôle de la presse était confié au ministère de l'Information

Vie ouvrière», « La Terre »,... sont sortis clandestinement. Au prix de grandes difficultés dues en particulier à la dispersion des militants il a réussi à faire sortir ces mêmes titres et d'autres nouveaux à partir de l'armistice et à les diffuser dans les deux zones.

« L'Université libre » était destinée aux enseignants ; elle a été à l'origine écrite et diffusée par des communistes. Son 100^e numéro est paru au début de juillet 1944 ; malgré de nombreuses arrestations successives, il n'a pas connu d'interruption.

A quels besoins correspondait-elle ?

La presse clandestine donnait des informations aussi objectives que possible qui s'opposaient aux articles de la presse aux ordres et de la radio. A partir de la vie quotidienne, elle montrait le pillage de la France par les occupants tant au plan alimentaire qu'au plan industriel. Elle dénonçait la doctrine nazie dont elle combattait les théories racistes, elle montrait en quoi consistait la collaboration du gouvernement de Vichy et de ses institutions, elle parlait de la répression dans les deux zones : arrestations de résistants, rafles de juifs, exécutions, déportations, appelait à l'action. C'est en 1941 qu'elle a pris son véritable essor, qu'elle a continuellement évolué en fonction des événements en France et sur tous les théâtres de la guerre. L'attaque des forces armées hitlériennes contre l'Union soviétique, l'occupation de toute la France, l'entrée des Etats-Unis dans la guerre se reflétaient dans ses articles en permettant au lecteur de se faire une opinion motivée.

Quand en mai 1941, « l'Humanité » clandestine a publié un « Appel pour la création d'un Front national pour la libération et l'indépendance de la France », la prise de conscience était particulièrement aiguë dans les milieux intellectuels ; elle a permis la diffusion de journaux spécialisés, d'abord « Le Médecin français » qui allait devenir l'organe du Front national des médecins, puis « Musiciens d'aujourd'hui », « L'Ecran français », « Le Palais libre », etc. qui ont aidé au recrutement élargi de musiciens, de cinéastes, de juristes, etc. « Le Front national » a connu des éditions diverses en province. Des journaux régionaux pouvaient attirer davantage l'attention de ceux qui les recevaient. Quelques exemples : « Le Libre Poitou » a paru en octobre 1940, en 1943 « La Voix de la Bourgogne », et « La Bourgogne combattante », « Lorraine », « La Voix du Nord ».

En 1944, la presse clandestine connaît ses plus forts tirages : plus de 2 millions d'exemplaires en 1 200 titres, dit Claude Lévy, alors que la progression avait été de 100 000 à 250 000 entre 1941 et 1942. Il ne s'agissait plus alors de feuilles ronéotées, mais imprimées, plus faciles à lire.

Les journaux des M.U.R. (Mouvements unis de la Résistance), Libération, Combat, Franc-Tireur, certains journaux partis de zone occupée comme « Défense de la France » passent en 1943 de la réflexion politique à l'appel à l'action.

Les sources d'information de la presse clandestine

Outre les radios étrangères, chaque mouvement avait ses propres sources d'information qui devaient être soigneusement vérifiées et recoupées. Jean Moulin avait compris l'importance de la presse clandestine et avait été son avocat à Londres. Ainsi avait-il créé, à la fin d'avril 1942, le Bureau d'information et de propagande (le B.I.P.) qui devait, selon lui, « diffuser les informations et les thèmes de propagande de Londres ». En sens inverse, les mouvements devaient « transmettre les informations pouvant intéresser la presse F.F.L., anglaise, américaine et neutre ». Le B.I.P. publiait des bulletins tirés à 200 ou 300 exemplaires et dont la périodicité a passé à 2-3 jours dans les mois qui ont précédé

DANS LA RUE

Toutes les formes de publications ont eu leur importance, pour la prise de conscience. Tracts et affiches ont joué un rôle important, mais également les papillons collés en tous lieux, les graffitis, qui témoignent de l'espoir et de l'esprit de Résistance. Vercors écrit dans ses souvenirs :

«...Je remonte le boulevard pour prendre le métro place d'Italie. Je n'ai jamais vu sur les murs autant d'inscriptions au fusain, à la craie : croix de Lorraine et V de la victoire et des vive de Gaulle et des Pétain au poteau, et des vive Staline et la faucille et le marteau. Dans la vitrine d'un photographe, deux grands portraits en couleur, encadrés, l'un de Pétain et l'autre de Darlan. Dans le coin de chacun, une étiquette. Sur la première : A vendre. Sur la seconde : Vendu. Les Allemands passent et repassent sans comprendre l'allusion. »

C'est le langage de la rue, celui de l'humour toujours prêt à jaillir.

la Libération. Les M.U.R. (Mouvements unis de la Résistance) : Libération (Sud), Combat, Franc-Tireur ont eu leur propre C.I.D. (Centre d'information et de documentation)

La presse clandestine communiste était renseignée par le mensuel « La Vie du parti ».

Un journal clandestin, de sa rédaction à sa diffusion

De la conception à la réalisation, puis à la diffusion de journaux clandestins, le processus est souvent comparable d'un journal à l'autre.

Une équipe rédactionnelle qui peut être très réduite centralise les renseignements et décide du contenu du prochain numéro. En 1940-1941, les journaux étaient encore ronéotés : il fallait pouvoir utiliser une ronéo bien planquée, fonctionnant discrètement, des stencils appropriés (on ne les achetait pas chez le libraire du coin), de l'encre (elle était aussi contingente), du papier en paquets ou en bobine selon le type de la ronéo. Le tirage pouvait alors commencer, mais il fallait alors évacuer les paquets et les faire parvenir aux diffuseurs qui devaient les garder le moins longtemps possible et eux-mêmes les adresser à leurs destinataires. Il semble bien que pour les numéros de « Résistance » du 15 décembre 1940 à la fin de 1941, ceux de l'Université libre et ceux de

EN LANGUES ÉTRANGÈRES

On peut difficilement imaginer aujourd'hui la diversité de la presse clandestine et son impact. A côté de tous les journaux qui s'adressaient à la population française, certains traitaient des problèmes de l'émigration antifasciste italienne, espagnole ou juive et étaient publiés en italien, en espagnol ou en yiddish. Cette presse a servi notamment à l'information et à la mobilisation de la main-d'œuvre immigrée. Presse, tracts, étaient également publiés en allemand, destinés notamment aux soldats d'occupation pour leur montrer les véritables objectifs de la politique d'Hitler et les inciter à s'y opposer.

Défense de la France de la même période, les ressemblances sont grandes.

On aura une idée de la quantité de papier nécessaire à la presse clandestine quand on lit, sous la plume d'Henri Michel que les trois cent seize numéros clandestins de « l'Humanité » exigèrent 175 tonnes de papier.

Enfin, quand une équipe liée au journal clandestin était tombée entre les mains d'une police ou de la Gestapo, il était indispensable de maintenir son rythme de sortie pour écarteler les soupçons et que la disparition du journal n'amène pas à incriminer ceux qui venaient d'être arrêtés.

De la presse clandestine aux éditions clandestines

En zone sud, des revues paraissaient légalement. Certaines donnaient asile à des poètes résistants. Elles subissaient les foudres de la censure de Vichy qui les menaçait et les suspendait éventuellement, mais leurs directeurs continuaient leur bonne besogne. Les plus importantes sont « Confluences » à Lyon fondée par René Tavernier, « Poésie 40... Poésie 44 » (qui faisait suite à « Poètes casqués 39-40 ») créée par Pierre Seghers à Villeneuve-d'Avignon. Max-Pol Fouchet à Alger dirigeait « Fontaine » ; il éclaire sa démarche en écrivant : « Nous savons ce que nous avons conquis et ce que nous voulons garder. Il s'agit de continuer la France ».

Le passage de cette forme de publication résistante à la littérature clandestine est expliqué par Aragon dans l'introduction au vol. X (1942-1944) de « l'Œuvre poétique » : «...C'est pourquoi dans un pays occupé par l'ennemi, une large part de la littérature, et notamment la plus vivante, celle qui exprime le temps, n'évite pas l'événement mais s'en empare et lui donne pour tous un sens ; celle qui va à la question la plus urgente et la plus grave, cette littérature devient clandestine ».

Il est intéressant de suivre le développement et le rayonnement extraordinaire des « Editions de Minuit » dans toute la France. Pendant l'hiver 1941, Politzer, Solomon et Jacques Decour, ont publié un premier numéro de « la Pensée libre » diffusée par les mêmes équipes que « l'Université libre » et pouvant s'introduire dans une enveloppe ordinaire. Un deuxième numéro se préparait et Jean Bruller, connu avant-guerre comme dessinateur de gauche, avait été contacté pour fournir un texte qui était prêt quand l'imprimerie de « la Pensée libre » a été saisie. Peu après, Jacques Decour était arrêté et fusillé. Jean Bruller avait pensé à éditer cette nouvelle qu'il appela « le Silence de la mer » sous le pseudonyme de Vercors ; son identité ne fut jamais percée jusqu'à la Libération, même pas pour ses proches. C'est donc sous d'autres noms d'emprunt que Vercors cherche et trouve des imprimeurs, constitue chez une amie un atelier pour le pliage, l'assemblage des cahiers, le brochage. L'ouvrage est prêt en février 1942, au moment de l'arrestation de Jacques Decour. Les équipes sont formées en septembre 1942. Avec le concours de Jean Paulhan, Vercors rassemble des textes d'écrivains et le livre est diffusé dans les deux zones. Plus de 30 de ces petits volumes ont paru jusqu'à la Libération.

En résumé, la presse clandestine des années 40 a été extrêmement variée au point de refléter toutes les opinions des participants à la Résistance, des partis, syndicats, mouvements. Ce fut un formidable creuset de réflexion, d'idées. Elle ne connaissait pas les pressions liées à l'argent, à la politique, à la publicité. C'est pour cela que Claude Lévy a écrit : « Aussi, en dépit des difficiles conditions d'existence, peut-être serait-il juste de reconnaître que jamais presse ne fut plus libre que cette presse clandestine ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux sur la Résistance :

Henri Noguères - Histoire de la Résistance en France. 5 volumes. Robert Laffont éditeur, voir en particulier T. I et T. II.

Alain Guérin - La Résistance. Livre-Club Diderot. 5 volumes.

Henri Michel - Histoire de la Résistance. Collection Que sais-je ? Presses Universitaires de France.

Roger Bourderon et Germaine Willard - La France dans la tourmente. Editions sociales 1982.

Ouvrages et études concernant l'information en France occupée et la presse clandestine :

Numéros 64 et 101 de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale. Ed. Presses Universitaires de France.

Maurice Voutey - La presse clandestine sous l'occupation hitlérienne 1940-1944. Ed. C.R.D.P., bd Gabriel, B.P. 490, 21013 Dijon cedex.

La presse clandestine 1940-1944. Colloque d'Avignon, 20-21 juin 1985 (v. en particulier l'introduction). Disponible à la librairie « Pages d'histoire » 9, rue Bréa, 75006 Paris ou à l'amicale départementale des F.F.C. et médaillés de la Résistance, 18, rue des Grottes, 84000 Avignon.

Claude Bellanger - La presse clandestine 1940-1944. Collection Kiosque. Editeur Armand Colin.

Michèle Cotta - La collaboration, les faits, la presse, l'opinion. Collection Kiosque. Editeur Armand Colin 1964.

Consulter aussi les reproductions de journaux clandestins (Histoire de France à travers les journaux du temps passé - La Seconde guerre mondiale, par André Rossel. Editeur L'Arbre - verdoyant. Diffusion Armand Colin).

Les voix de la liberté. Ici Londres - sous la direction de J.-L. Crémieux-Brilhac, 5 volumes. Documentation française.

Dominique Decèze - Ici Londres... la lune est pleine d'éblouissants verts. Editeur Pierre Seghers.

Frédérique Grou-Radenez - Les perles noires. Editeur Grasset.

Ouvrages divers :

Jean Moulin - Premier combat. Editions de Minuit.

Paul Delanoue - Les enseignants : la lutte syndicale du Front populaire à la Libération. Editions sociales 1973.

Simone Martin-Chauffier - A bientôt quand même ! Editeur Calmann-Lévy.

Vercors - La bataille du silence. Presses de la Cité (existe en collection de poche).

Vercors - Le silence de la mer. Editions de Minuit. Aussi en collection de poche.

Pierre Seghers - La Résistance et ses poètes. 2 volumes en collection format poche (Marabout).

Bien entendu, consulter en priorité les Mémoires du général de Gaulle, en livre de poche.

Voir aussi, les mémoires de résistants, les histoires des mouvements, réseaux, journaux.

Dans ces deux pages, nous mettons en parallèle le langage de la presse clandestine et celui de la presse légale, face aux mêmes événements. On mesurera mieux ainsi pourquoi nous parlons de presse libre et de presse soumise. D'autres exemples peuvent être relevés, tant au plan local que régional.

Lorsque nous écrivons que la presse clandestine tirait à 2 millions d'exemplaires en 1944, avant la Libération, il faut considérer que chaque numéro était lu par plusieurs personnes, car un journal clandestin passait de main en main, était mis dans des boîtes aux lettres avec toujours le même conseil : après en avoir pris connaissance, portez-le à quelqu'un d'autre. Ce système parvenait à une sorte de perfection dans les prisons quand pouvaient y pénétrer certains journaux. Là, des détenus ont même confectionné des numéros à un seul exemplaire qui circulaient de détenu en détenu, étaient lus à haute voix dans une cellule, ou commentés. Il y eut ainsi des « Patriote enchaîné » et d'autres titres qui sont des exemples de l'extraordinaire volonté de poursuivre le combat.

NAZISME-RÉSISTANCE... DES VALEURS DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES

L'esprit réceptif des foules est très pauvre, et leur compréhension fort limitée... La propagande doit donc faire appel à leurs passions, et non à leur jugement.
(Titré de « Mein Kampf », par A. Hitler).

Matériellement, physiquement, la France pouvait bien avoir succombé : qu'importait, tant que demeurait vive l'âme française, tant que dans nos villes et nos villages, tant que dans nos foyers resterait vivace l'idéal des libertés qui l'avait animée, ce respect de l'homme, ce respect de la dignité humaine que les Français, fidèles à la tradition chrétienne, que les héritiers de la tradition des Encyclopédies et de la Révolution avaient défendue en commun.

C'était à l'esprit même de la France, désormais, que l'ennemi victorieux s'attaquait. Il importait à la victoire allemande que la nation française reniât, l'une après l'autre, les idées-forces qui avaient fait sa

grandeur et sa gloire. Cette France de Saint-Louis, de Montaigne, de Calvin, de Pascal, de Descartes, de Voltaire, de Victor Hugo, la France des croisades et des révolutions, il fallait la ramener au culte de la force brutale. Il fallait que s'agenouillât la France catholique et la France de l'Encyclopédie devant les idoles du nazisme. Le nazisme est une foi : une foi abominable, négative, la négation de toutes les valeurs spirituelles que, par l'humanisme, par la philosophie grecque et la Bible, nous avons héritées de la plus haute Antiquité. Il s'agit d'une volonté d'abolir tout ce qui est humain dans l'homme, d'un retour conscient et voulu à la férocité animale primitive.

Bref, c'est sans doute le sursaut d'un instinct ancestral à qui pèse lourdement le respect de la dignité humaine acquise par tant de siècles d'efforts.

(« Les éditions de Minuit » : Historique par J. Debû-Bridel - 1945).

DE LA SOUMISSION A LA DÉLATION...

A ces conséquences de la victoire allemande, faisons mieux que de nous résigner, travaillons avec loyauté à la réédification nécessaire. Condition « sine qua non » pour que nous sauvions de notre patrimoine héréditaire tout ce qui peut encore être sauvé. Ce rapprochement franco-allemand que je n'ai cessé de préconiser jusqu'au moment où les dés de fer ont été jetés; nous pouvons regretter que ses bienfaits ne se soient pas en temps utile accomplis. Tâchons du moins qu'ils se réalisent.

(Victor Marguerite - « L'effort » du 27 août 1940).

Si vous prenez sur le fait un de ces gibiers de Londres, gardez-vous bien de discuter. La Loi le punit. Livrez-le à la Loi. Traitez-le séance

tenante chez le commissaire. Et si le commissaire n'enregistre pas votre plainte, portez plainte contre le commissaire. N'ayez surtout ni remords, ni scrupules. C'est votre devoir impérieux de Français.

(Lucien Rebatet dans « Le cri du peuple » au lendemain des manifestations étudiantes sur la tombe du soldat Inconnu, le 11 novembre 1940).

Pour que la France vive et se relève, il est indispensable que cessent les attentats terroristes.

Un Français qui dénonce ces machinations contre notre pays n'agit pas en « mouchard » mais en patriote clairvoyant.

(Eugène Gerber, directeur de Paris-Soir, 12 août 1942).

LA RÉPONSE DE L'HOMME LIBRE

Puis sont venus les événements du 11 novembre. Là, une jeunesse fière de ses traditions a osé dire tout haut ce que nous pensons tous tout bas : que la France ne sera jamais un pays d'esclaves; ils ont crié leur espoir de voir bientôt la France reprendre son vrai visage. Aussi, les troupes d'occupation sont-elles entrées en action et plusieurs morts héroïques, tombés pour la France devant l'Arc de Triomphe, ont mon-

tré à l'occupant et aux traîtres de Vichy la jeunesse de France, que l'Université n'acceptait pas.

Au travers de tous ces événements, l'Université s'est ressaisie, elle s'est forgée une unité de pensée et de volonté, comme jamais dans son histoire pourtant glorieuse. Elle est unanime dans sa volonté de continuer envers et contre tous la grande tradition de culture dans

la liberté qui fut et qui reste celle de l'Université française.

Mais cette unité manquait de possibilités d'expression : autour de nous rien que des journaux vendus, fabriqués à Berlin, traduits à Paris. C'est pourquoi nous nous efforcions de publier, en dépit des difficultés de toute sorte l'Université libre qui, nous le désirons fermement, sera l'interprète de cette volonté unanime de l'Université. Notre journal resserrera nos liens,

il fera des étudiants et des professeurs, de toute l'Université un bloc contre lequel tous les efforts des ennemis de l'Université échoueront. Il dénoncera leurs manœuvres, il stigmatisera impitoyablement les trahisons.

Au pays de Descartes, la raison restera victorieuse. Vive l'Université française libre!

(« L'Université libre », novembre 1940).

PRESSE CLANDESTINE, FORCE DE MOBILISATION...

Les patriotes qui, après avoir été odieusement torturés sont tombés sous les balles nazies, ce sont les mêmes Français, ce sont les mêmes hommes qui défendirent jusqu'à la mort, à Bir-Hakeim, l'honneur du drapeau français. Une même confraternité d'armes les unit aux patriotes norvégiens, aux francs-tireurs belges aux guérillas russes ou yougoslaves. Une même tâche, une même espoir : chasser le boche.

Or, vous tous Français qui ne combattez pas encore les armes à la main, vous pouvez combattre dès maintenant. Le temps n'est plus où chaque soir au coin de votre feu et les volets bien clos, vous écoutiez la radio alliée, il faut, non plus assister à la lutte, mais y prendre part. Entrer dans la lutte c'est parfois sacrifier un peu de ses habitudes quotidiennes, c'est faire fi du repos, du confort, du risque, mais

c'est servir l'idéal de la France. A ceux-là, ouvriers, paysans, bourgeois, commerçants, industriels, nous disons : vous pouvez faire quelque chose. Tous, vous êtes déjà une armée, vous en êtes l'intendance et le service de renseignements. Organiser la résistance aux déportations, aider les francs-tireurs, participer aux manifestations d'entraide, diffuser la voix de la France, dénoncer les agents de l'ennemi, signaler ses mouvements, récupérer des armes, c'est déjà servir la France. De main, aguerris par des mois de lutte, forts des résultats obtenus, vous vous lancerez d'un seul cœur, d'un seul élan à l'assaut de l'ennemi.

Nous sommes une armée, vrai visage de la France qui combat.

(La « Bourgogne combattante », organe du Front national de Côte-d'Or, octobre 1943).

... FORCE DE RÉFLEXION

« Il faut envisager dès maintenant un régime nouveau qui se sépare de la III^e République, responsable pour une grande part du désastre de 1940 par ses faiblesses et sa carence finale devant l'assaut des dictatures.

La défaite et les fossesoyeurs de Vichy ont enterré la III^e République qui avait fait son temps. Paix à ses cendres.

La IV^e République doit lui succéder, pour chasser d'abord l'envahisseur, pour établir ensuite une société plus heureuse et plus juste. Mais elle doit se différencier de son aînée par une modernisation des grands rouages de l'Etat, un changement d'hommes et l'élaboration

d'une doctrine française, elle doit garder le meilleur des institutions de l'ancienne, les principes démocratiques, le respect des libertés fondamentales d'agir, de penser, de s'associer, la souveraineté du peuple, le droit égal pour tous les Français d'accéder aux fonctions publiques, la gratuité et la laïcité de l'enseignement, l'absence de toute distinction raciale.

Il faut maintenir et honorer « les Droits de l'homme » mais il faut apprendre et pratiquer « les devoirs du citoyen ».

(« Espoir » - 1943. Journal publié en Côte-d'Or).

" POUR PENSER JUSTE LE LIVRE EST INDISPENSABLE "

Le langage de l'occupant

Désireux de contribuer à la création d'une atmosphère plus saine et dans le souci d'établir les conditions nécessaires à une appréciation plus juste et objective des problèmes européens, les éditeurs français ont décidé de retirer des librairies et de la vente, les œuvres qui figurent sur la liste suivante et sur des listes analogues qui pourraient être publiées plus tard. Il s'agit de livres qui, par leur esprit mensonger et tendancieux ont systématiquement empoisonné l'opinion publique française; sont visées en particulier les publications de réfugiés politiques ou d'écrivains juifs qui, trahissant l'hospitalité que la France leur avait accordée, ont sans scrupules poussé à une guerre, dont ils espéraient tirer profit pour leurs buts égoïstes.

Les autorités allemandes ont enregistré avec satisfaction l'initiative des éditeurs français et ont de leur côté pris les mesures nécessaires.

(Préambule de la « liste OTTO », Index des ouvrages et auteurs interdits. La liste fut établie par les services d'Otto Abetz, nommé ambassadeur de Hitler à Paris, le 8 août 1940).

Le langage de l'homme libre

Or, pour penser juste, le livre est

indispensable qui suppose une méditation que ne peut pratiquer au jour le jour le rédacteur hâtif d'articles de combat.

(Vercors, entre l'écriture du « Silence de la mer » et son édition clandestine).

Quand on écrit les livres que nous avons écrits, défendu les principes que nous avons défendus, on n'a pas le droit, l'heure venue, de ne pas les mettre en action.

(Antoine de Saint-Exupéry).

La muette protestation de notre refus ne suffisait pas, c'était trop peu.

Nous étions, sans le savoir, nombreux à le sentir. Mais, où donc exprimer la pensée française? (...)

Il fallait agir. Nous étions nombreux à le vouloir, mais isolés. Le tout était de se retrouver, de se regrouper. Heureusement, en s'affirmant, l'adversaire se découvrait, et notre silence même devait assez rapidement nous servir pour nous retrouver; il était facile de savoir qui n'écrivait pas.

L'action quotidienne imposait l'unité d'action, mais cette unité n'était pas moins nécessaire pour regrouper les écrivains demeurés fidèles aux Lettres françaises. (...)

(Les éditions de Minuit. Historique, J. Debû-Bridel - 1945).

LA RAFLE DU VEL' D'HIV'

Horrible et démoniaque

... Au Vel' d'Hiv', 12 000 juifs sont parqués. C'est quelque chose d'horrible, de démoniaque, quelque chose qui vous prend à la gorge et vous empêche de crier. Je vais essayer de te décrire le spectacle, et tu n'auras seulement qu'une partie de la vérité.

En entrant, tu as d'abord le soufflé coupé par l'atmosphère ampuante, et tu te trouves dans ce grand vélodrome noir de gens entassés, les uns contre les autres, certains avec de gros ballots déjà salis, d'autres sans rien du tout. Ils ont à peu près un mètre carré d'espace chacun quand ils sont couchés, et rares sont les débrouillards qui arrivent à se déplacer de 10 mètres de long dans les étages. (...)

Nous — assistantes sociales et infirmières — avons reçu comme consigne de nos monitrices : « Surtout ne racontez rien de ce qui se passe ici au dehors ! » C'est ignoble. On voudrait faire silence autour de ce crime épouvantable. Mais non, nous le permettrons pas. Il faut qu'on le sache. Il faut que tout le monde soit au courant de ce qui se passe ici.

(Extrait d'un document clandestin publié sous le titre « Témoignage » et qui reproduit la lettre d'une assistante sociale adressée à son père. Document publié dans

l'ouvrage « La presse anti-raciste sous l'occupation hitlérienne 1940-1944 ». Rappelons que tous seront déportés et exterminés à Auschwitz.

Ils pourront se livrer à des travaux utiles

Mais voilà ce qu'a écrit la presse de la collaboration :

(...) Les nouveaux publics se sont émus et 10 000 juifs tous apatrides et étrangers, entrés en France depuis 36, ont été arrêtés, ont été déportés dans des régions où ils pourront, avec leurs congénères, se livrer à des travaux utiles à la collectivité européenne.

Démentons à ce sujet le bobard répandu à profusion que les enfants sont séparés de leur mère (...)

Nous demandons que ce premier coup de filet soit suivi de beaucoup d'autres. Tous les juifs apatrides ou étrangers doivent être refoulés dans leur pays d'origine, d'où ils n'auraient jamais dû sortir et quand nous serons débarrassés de cette racaille cosmopolite qui rafle les richesses naturelles de notre pays (...), il faudra alors s'attaquer à tous les juifs naturalisés depuis l'autre guerre, et ils sont légion. (...)

Assurons donc le gouvernement que le pays est derrière lui quand il chasse ces apatrides de France et qu'il rend la France aux Français. (« Gringolre » - 11 septembre 1942).

ORADOUR-SUR-GLANE

Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944. Toute la population est massacrée, hommes, femmes, enfants, vieillards. Le 9 juin, les occupants ont également pendu 99 habitants de Tulle. L'horrible nouvelle se répand et la presse de la collaboration reste silencieuse, incapable de justifier un tel déchaînement de haine. Pourtant, le 12 juin « Le Matin » publie un texte de l'occupant qui paraît justifier Oradour et Tulle. Mais il y a pire. Sous le titre « Les maquisards ne sont pas des soldats mais des traîtres », « Le Matin » écrit que la répression s'exercera non seulement contre les maquisards, mais également contre leurs proches et leurs complices. Calmement, la presse de la Résistance publie les faits.

La justification...

(...) La puissance occupante, maintenant comme auparavant, considérera, de par la loi, les membres des groupes de résistance comme des francs-tireurs. Les rebelles tombant entre leurs mains ne seront donc pas traités comme prisonniers de guerre et seront passibles de la peine capitale, conformément aux lois de la guerre.

Extrait de l'Avis de l'occupant publié le 12 juin. Sous ce texte, un commentaire est publié :

Les maquisards ne sont pas des soldats, mais des traîtres.

L'avis ci-dessus doit fournir matière à méditation à certains milieux.

Beaucoup trop de nos compatriotes s'imaginaient en effet jusqu'à présent que des pourparlers — ainsi que le soutient le prétendu Comité français de libération — avaient été engagés avec l'armée d'occupation dans le but d'assimiler à une armée française régulière les soi-disant « patriotes » assassins et saboteurs.

L'INSURRECTION DE LA PRISON D'EYSSES

L'insurrection de la prison d'Eysse (Villeneuve-sur-Lot - Lot-et-Garonne) en février 1944 est un acte connu de la Résistance. A l'époque, la presse en a rendu compte, notamment « Le Matin » dont nous publions un extrait. Pour ce journal

collaborateur, il s'agit de justifier l'exécution de 12 patriotes tout en accreditant l'idée que les fusillés sont des bandits, des juifs et des étrangers. Une dernière précision : le 30 mai 1944, tous les prisonniers ont été déportés à Dachau où beaucoup ont disparu.

Les faits

Depuis plusieurs mois, la maison centrale d'Eysse avait été transformée, par Schivo en forteresse.

Schivo provoquait chaque jour davantage nos camarades internés, la situation à l'intérieur de la centrale devenait intenable. C'est pour cela que le 19 février, profitant de la visite d'un délégué de Vichy, nos camarades tentèrent une sortie collective. (...)

Malgré une lutte héroïque qui dura 11 heures, nos camarades devront capituler, les Allemands venant d'arriver « appelés par la milice » et menaçant d'exterminer, à l'aide de canons, les Français combattant à l'intérieur.

Cependant, nos camarades ne cessèrent le feu qu'après avoir eu l'assurance qu'aucune sanction ne serait prise contre le personnel de la Maison centrale et contre les détenus. (...)

Une fois de plus, il est démontré que la parole des officiers traîtres à la Patrie ne compte pas. En effet, trois jours après une Cour martiale siégeant à Villeneuve-sur-Lot et douze détenus étaient condamnés à mort. (...)

(« L'Humanité » n° 286 - 31 mars 1944).

LA B.B.C. DANS LE COMBAT

La B.B.C. joue un rôle d'information, de mobilisation, mais aussi un rôle directement militaire avec ses messages qui permettent de donner des renseignements indispensables, par exemple sur la date d'un parachutage. C'est aussi une arme de contre-propagande irremplaçable, on l'a vu en diverses circonstances : dénonciation de la répression anti-juive, la déportation, contre le service du travail obligatoire, etc. Elle donne également le véritable sens du combat de la Résistance. Face à « Radio-Paris » et à la presse légale elle mène une action salutaire. On voit comment, à l'aide de l'exemple que constitue le plateau des Glières. Sur ce plateau savoyard, les maquisards se sont implantés. Les occupants et les hommes de Vichy, veulent les écraser. Fin janvier 1944, le bruit court que l'attaque est imminente. Une information arrive à Londres le 2 février 1944.

« Une très grosse opération de police est préparée par Darnand ; elle doit avoir lieu aux conditions ci-après :

C'est le 3 février qu'elle doit être exécutée sous l'autorité de l'intendant de police Lelong. Les troupes doivent comprendre 12 escadrons de la garde, 5 G.M.R. (Groupes mobiles de réserve), sous le commandement d'un lieutenant-colonel de police en civil sous les ordres du contrôleur général Delgay, le tout commandé par le colonel Prat. Les adjoints du colonel Prat sont les colonels Bertrand et Candille. Afin de déjouer les plans de Darnand, nous vous demandons instamment de faire diffuser ces informations avant le 3 février ».

Le soir même, Maurice Schumann sonne l'alarme en un éditorial dramatique :

« Alerte aux maquis ! Alerte à la Haute-Savoie ! Allô, allô, maquis de Haute-Savoie, S.O.S. S.O.S. L'Oberführer Joseph Darnand a décidé de déclencher demain 3 février (je répète demain 3 février) une attaque massive contre les patriotes retranchés dans les montagnes de Haute-Savoie. (...) Les troupes de l'agresseur doivent comprendre 12 escadrons de la garde et 5 escadrons des Groupes mobiles de réserve (...). Même si, comme il est possible, notre avertissement boucscule les plans de l'agresseur et retarde l'heure H, soldats sans uniforme des maquis de Haute-Savoie, il faut que vous appliquez, sans perdre une minute, votre dispo-

La version

de la collaboration

On leur promet qu'il n'y aurait pas de représailles s'ils libéraient les otages et s'ils livraient toutes leurs armes. Ils capitulèrent : la rébellion avait duré un peu plus de douze heures. (...)

La reddition opérée et les armes rendues, on s'aperçut qu'elles ne représentaient certainement qu'une faible partie de celles qu'on avait pu voir en action au cours de la nuit.

(...) L'ordre du secrétaire général Darnand fut formel : déférer à une Cour martiale tous ceux qui avaient pris les armes. (...)

A 10 heures, audience. A 11 heures, sentence : la mort pour douze accusés. Quelques minutes après, dans la cour même de la prison, la salve qui les exécutait retentissait dans les couloirs lugubres et les cellules rendues à l'ordre. Cette tragédie équipée reconstituée, j'ai posé quelques questions (...)

— Qu'étaient ces détenus ?
— Tous des condamnés à des peines graves de banditisme...
— Des étrangers ?
— Cinq étrangers et juifs sur les douze exécutés.
— Les meneurs ?
— Des étrangers et juifs. (...)

(« Le Matin » du 28 février 1944).

sitif de défense. A vous, et à vous seuls de juger où et quand vous devez fuir grâce à la double complication des habitants et de la nature. Il est un seul parti que — nous le savons — vous ne prendrez jamais, celui de vous rendre ! (...)

Fin mars 1944 : le plateau est tombé. Immédiatement, Philippe Henriot, l'éditorialiste de Radio-Paris aux ordres d'Hitler s'efforce de salir les combattants :

« Tout cela est fini. L'Armée secrète a fui. Les officiers qui commandaient ont fui... La légende est morte. Les camions n'emportent vers les prisons qu'un ramassis de déserteurs, de gamins.

La population... contemple avec mépris ces fameux combattants de la Résistance qui n'ont pas résisté... Plusieurs d'entre eux eussent peut-être été braves devant le péril. Mais leurs chefs ne leur ont donné que l'exemple de la lâcheté...

LA REPONSE DE MAURICE SCHUMANN :

« Quand sur le plateau des Glières, 12 000 Allemands (vous entendez bien 12 000) eurent, après quatorze jours (vous entendez bien ; quatorze jours) triomphé des 500 Français qui, faute de pouvoir décrocher, s'étaient accrochés plutôt que de se rendre, le commandant d'un bataillon allemand qui avait dénombré ses morts (il y en avait 400 pour 100 Français) et ses blessés (il y en avait 300 pour 150 Français) s'écria très fort, à portée d'oreilles françaises :

« Les hommes du maquis se sont battus comme des lions. Quant à ces miliciens, c'est de la racaille ».

L'IMPACT DE LA B.B.C.

Suppression immédiate des appareils T.S.F. Les Français sont malades de la tête. Ils sont vicieux de négativisme. Ils iront toujours vers la diffamation, éperduement vers l'encouragement au sabotage, à la vacherie, vers l'alibi d'égoïsme. La B.B.C. est le poison français actuel, mais je suis assuré que les Français d'Algérie n'écourent plus que Radio-Vichy !

(Une lettre de Céline, publiée par « Au Pilori », le 7 janvier 1943).

LA PRESSE QUE VOULAIT LA RÉSISTANCE

Tout en menant son combat quotidien contre l'occupant la Résistance pense à l'avenir.

Le Conseil national de la Résistance se préoccupe des mesures qui rendront au journalisme « son honneur, son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

Le général de Gaulle lui aussi évoque avec sympathie les projets de la Résistance intérieure :

« Créer une grande presse, c'avait été le rêve des clandestins. Ils la voulaient honnête et sincère, affranchie des puissances d'argent d'autant plus que l'indignation provoquée par les feuilles de l'occupation était venue s'ajouter au mauvais souvenir laissé par les journaux d'avant-guerre quant à l'indépendance et à la vérité ».

Il expose plus loin les caractères de la législation qui s'élabore sous sa direction (Ordonnance du 6 mai 1944 prise à Alger).

« D'autre part, l'Ordonnance visait à sauvegarder l'indépendance de la presse par rapport aux groupes financiers. Aussi, les sociétés de presse et la publicité étaient-elles réglementées. Il était en outre prévu que les prix de vente des publications devaient être assez élevés pour les faire vivre et que les comptes et bilans seraient obligatoirement publiés ». (« Les Mémoires de guerre, le Salut », pages 133 et 134, Le Livre de poche).

La Résistance se trouvait confrontée à un double problème, celui de la liberté que la loi devrait garantir à la presse et celui des conditions, entre autres financières et économiques, sans lesquelles cette liberté ne serait que lettre morte.

Il nous a semblé utile d'orienter la réflexion des candidats au concours vers l'évolution historique qui ne peut être ignorée par qui veut comprendre le rôle de la presse et les desseins de la Résistance.

La Révolution de 1789

Avant la Révolution de 1789, l'expression des opinions et la diffusion de l'information étaient doublement réglementées et par la censure qu'exerçait le gouvernement et par celle de la Sorbonne (Faculté de Théologie de Paris). Dès le début de la Révolution, le foisonnement d'une presse multiforme (un peu comparable à celui par lequel s'exprime la Résistance) atteste du besoin de prendre la parole. L'article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen reconnaît bientôt cette liberté essentielle :

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits le plus précieux de l'homme, tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

Ainsi était légalisé, pour la première fois dans notre pays, le libéralisme en matière d'expression.

Qu'entendons-nous par le terme libéralisme ? C'est un terme trop sou-

vent employé de nos jours, à bon ou à mauvais escient, pour que nous ne nous y arrêtons pas. Cela nous aidera d'ailleurs à comprendre les préoccupations des résistants évoquées plus haut.

Ce terme a une double signification. Une signification intellectuelle et politique, d'abord : être partisan du libéralisme, c'est exprimer une « revendication de liberté d'autonomie des individus ». Une signification économique ensuite : être partisan du libéralisme, c'est vouloir que l'Etat n'intervienne pas dans les affaires financières et économiques, c'est vouloir que les agents économiques confrontent leurs intérêts à leur gré.

En 1789, le libéralisme, appliqué dans sa double acception, garantis-

se, Napoléon I^{er} pouvait déclarer tout net au Conseil d'Etat :

« L'imprimerie est un arsenal qu'il ne faut pas mettre à la portée de tout le monde. Il importe beaucoup que ceux-là puissent imprimer, qui ont la confiance du gouvernement » (cité par Welschinger, « La censure sous le Premier Empire ».)

L'interdiction des « mal-pensants »

Pendant tout le XIX^e siècle, le respect du libéralisme par les gouvernements fut fluctuant : chaque Révolu-

D'abord par l'apparition de la publicité ; jusqu'aux années 40 du XIX^e siècle, les journaux coûtent cher car les éditeurs devaient équilibrer leur budget avec, pour seules ressources, le montant des abonnements et celui de la vente au numéro. C'est avec « La Presse » d'Emile de Girardin que s'installe le journal à bon marché. De Girardin a fait appel à la publicité et les recettes publicitaires vont désormais représenter une part importante des ressources des éditeurs. C'est la publicité qui contribue à financer la presse et les groupes financiers en « donnant » leur publicité à tel ou tel journal et en la refusant à tel autre pourront exercer une puissance occulte : la survie des « journaux à bon marché » dépend largement du bon vouloir des annonceurs.

Ensuite, par l'apparition de pratiques tout aussi occultes, celles des subventions accordées par le gouvernement — ou par des gouvernements étrangers — grâce aux « fonds secrets ». Accordées aussi par des financiers et des industriels. Des journaux se vendent, à charge d'intoxiquer l'opinion.

Enfin un certain nombre de groupes financiers, achetant ou fondant des journaux, créent des « empires de presse » sans que les noms des véritables propriétaires n'apparaissent jamais.

Libre et pluraliste...

Une presse qui semble être indépendante n'est plus, en réalité, que la porte-parole d'intérêts inavoués.

La presse libre, privée de publicité, non abreuver de subventions, était en voie de disparition et de grands monopoles de presse se mettaient en place.

Des journaux peuvent servir d'exemple de telles pratiques : « Paris-Soir », ou « Gringoire » dont l'odieuse campagne de calomnies conduisit Roger Salengro, un ministre qui génaît, au suicide. Sous l'occupation nazie, la plupart de ces feuilles infâmes se mirent au service des hitlériens et de leurs complices. Les journaux libres durent disparaître. On comprend que la Résistance ait créé sa propre presse, clandestinement, et ait souhaité, pour l'après-guerre, une presse libre et pluraliste, susceptible donc d'exprimer la diversité des opinions et de servir la démocratie.

En conduisant cette réflexion, la Résistance ne s'inscrivait pas seulement dans une longue tradition historique. Sa démarche était tournée vers l'avenir : elle entendait que soit apportée une solution définitive à des problèmes toujours posés.

« PROSTITUÉS A L'OCCUPANT... »

S'il est, entre tant de hontes, un spectacle quotidien qui soulève l'unanime dégoût, c'est bien celui de la presse, des journaux des deux zones prostitués intégralement à l'occupant.

S'il est une mesure qui paraît évidente et acquise dans l'esprit de tous, c'est, dès le jour de la Libération, la suppression radicale de toutes ces feuilles, de tous ces titres qui exécutent avec zèle ou servilement les consignes de Berlin ou de Vichy. Exception faite pour quelques journaux sabordés à temps, pour tous les journaux interdits dès la défaite, pour les journaux clandestins et résistants, qui ont paru depuis au moins un an.

La France nouvelle aura une presse digne d'elle : anciens et nouveaux journaux patriotiques, de quelques tendances qu'ils se réclament, journaux clandestins d'aujourd'hui paraissant alors au grand jour.

Il faut que la presse de trahison ne réapparaisse pas, mais il faut aussi que la presse au service de l'argent ne soit plus possible en France. Nous nous y emploierons.

(« Franc-Tireur » n° 29, 20 mars 1944).

« UN PAYS VAUT CE QUE VAUT SA PRESSE »

Lorsque nous rédigeons nos journaux dans la clandestinité, c'était naturellement sans histoires et sans déclarations de principe. Mais je sais que pour tous nos camarades de tous nos journaux, c'était un grand espoir secret. Nous avions l'espérance que ces hommes qui avaient couru des dangers mortels au nom de quelques idées qui leur étaient chères, sauraient donner à leur pays la presse qu'il méritait et qu'il n'avait plus. Nous savions par l'expérience que la presse d'avant-guerre était perdue dans son principe et dans sa morale. L'appétit de l'argent et l'indifférence aux choses de la grandeur avaient opéré en même temps pour donner à la France une presse qui, à de rares exceptions près, n'avait d'autre but que de grandir la puissance de quelques-uns et d'autre effet que d'avilir la moralité de tous. Il n'a donc pas été difficile à cette presse de devenir ce qu'elle a été de 1940 à 1944, c'est-à-dire la honte de ce pays.

Notre désir, d'autant plus profond qu'il était souvent muet, était de libérer les journaux de l'argent et de leur donner un ton et une vérité qui mettent le public à la hauteur de ce qu'il y a de meilleur en lui. Nous pensions alors qu'un pays vaut souvent ce que vaut sa presse. Et s'il est vrai que les journaux sont la voix d'une nation nous étions décidés, à notre place et pour notre faible part, à élever ce pays en élevant son langage. A tort ou à raison, c'est pour cela que beaucoup d'entre nous sont morts dans d'imaginables conditions et que d'autres souffrent la solitude et les menaces de la prison (...).

(Albert Camus - « Combat » du 2 septembre 1944).

sait la liberté de la presse. Entre les débuts du Directoire et 1939, la liberté de la presse ainsi garantie se trouva menacée, d'abord par la volonté des gouvernements de mettre à mal ce libéralisme et d'entraver la libre expression ; ensuite, par le jeu même du libéralisme, la puissance de certains agents économiques leur permettant d'utiliser les « médias » à leurs fins propres, en violant souvent l'esprit de la loi, menacée par les tendances anti-libérales des gouvernements. Dès 1805, la police dirigée par Fouché était dotée d'un bureau de presse chargé de museler les journalistes. A cette épo-

que proclamait la liberté de la presse mais, peu à peu, par des mesures plus ou moins hypocrites, la presse était muselée et les journaux « mal-pensants » interdits.

Ce n'est qu'au début du XX^e siècle (hors la période 1914-1918) que le libéralisme ne fut plus ouvertement contesté et que l'article XI de la Déclaration s'appliqua pleinement. Mais un autre danger, plus pernicieux, se manifestait : la presse, affranchie par la loi des pressions étatiques officielles, perdait son indépendance « par rapport aux groupes financiers ».

LES NOUVEAUX JOURNALISTES

Qu'on ne dise pas : « Pour ces mêmes publications multipliées, les bons rédacteurs risquent de faire défaut ».

En fait les bons rédacteurs sont légion.

Dès à présent on compte par centaines ceux qui ont jailli des profondeurs de la Résistance. Ils sont venus rejoindre dans les journaux clandestins les journalistes professionnels. Ils ont révélé un talent jeune et vivant. Nous songions au « reporter » de Châteaubriant et d'Ascq, voire une telle lettre d'une paysanne racontant, sans phrases, le massacre des siens et l'incendie de sa ferme. Nous songions aussi à cet ouvrier qui raconte comment il a bloqué pour plusieurs semaines son usine qui travaillait pour le boche, à ce Franc-Tireur qui, la mitrailleuse à l'épaule, écrit son rapport qui enrichira

demain le communiqué officiel des F.F.I.

Une presse nouvelle, jeune et ardente, se forme dans la Résistance.

Disons-le franchement, le monde journalistique, exploité et affadi par les marchands de mensonge, type Gringoire, les marchands de papier type Prouvost, avait besoin de se retremper, de se renouveler dans la Résistance.

C'est à ce renouvellement que nous sommes en train d'assister. Tandis que les valets de plume se ruient ou se entraînent au service de Vichy ou de Berlin, d'autres surgissent du sein des mouvements de résistance, trouvant des accents nouveaux pour exalter les héros du maquis, des F.T.P., des G.F., pour flétrir les traîtres, pour dire la foi en sa patrie, la foi en la victoire.

C'est sur tous ces écrivains professionnels d'hier ou nouveaux venus, que nous comptons pour donner demain à la presse libérée et purifiée une âme nouvelle, un lustre nouveau.

Ils sont des centaines, des milliers qui se sont révélés à eux-mêmes dans l'acceptation quotidienne des risques que comportait l'édition et la diffusion des journaux clandestins. Ils ont fait l'apprentissage dans le combat. Ils ont exposé leur liberté, leur vie pour dire ce qu'ils pensaient. De par cette formation virile, ils sont les hommes qu'attend la France. Par eux, la presse qu'avilissait l'emprise insolente et abêtissante des trusts, trouvera le sens de sa haute mission qui est de mettre les talents au service de la Nation.

(Comités féminins du Front national « Propagande et actions féminines »).

CE QUE DEVAIENT ÊTRE LES NOUVEAUX JOURNAUX

La Fédération nationale de la presse clandestine qui rassemble les principaux journaux clandestins des deux zones, les journaux des Mouvements de la Résistance, ainsi que les organes des partis tels que « L'Humanité » et « Le Populaire », est un groupement qui s'estime qualifié pour parler de l'honneur du journalisme français, tous ses membres luttant effectivement dans la Résistance et publiant, au prix des difficultés et des périls qu'on s'imagine, leurs libres journaux face à l'ennemi.

Le problème de la presse à la libération s'avère capital. En conséquence, la Fédération nationale de la presse clandestine :

« Considérant que l'existence d'une presse libre et dégagée de l'influence des puissances d'argent est une des conditions préalables et nécessaires de toute entreprise politique tendant à reconstruire le pays et que rien ne peut être ébauché si on laisse subsister la menace de résurrection de journaux asservis au capitalisme féodal déclare, afin de dissiper dès maintenant toute

équivoque qu'elle estime indispensable et réclamera publiquement les mesures suivantes :

1° l'expropriation dès le premier jour de la libération de toutes les entreprises de presse, sans exception, cette expropriation comportant :

a) l'indemnisation de tous les propriétaires ou actionnaires de journaux reconnus non coupables de collaboration et d'intelligence avec l'ennemi ;

b) la confiscation totale, au bénéfice de la nation, des biens mobiliers et immobiliers de tous les journaux et propriétaires ou copropriétaires de journaux reconnus coupables de collaboration ou d'intelligence avec l'ennemi ;

2° l'établissement d'un régime économique et juridique de la presse, qui assure la complète liberté d'expression et empêche la main mise des puissances d'argent sur les journaux, les agences d'information et les messageries de journaux ;

3° la dévolution éventuelle des installations techniques de presse expropriée aux journaux et or-

ganisations de Résistance aux groupements de journalistes professionnels indépendants, aux partis politiques, aux syndicats, aux associations culturelles ou confessionnelles, qui en feront la demande et dont les membres pourront justifier de leur attitude patriotique ;

4° l'interdiction de reprise des titres d'anciens journaux sauf exception pour les titres qui ont disparu avant le 25 juin 1940 en zone Nord et avant le 12 novembre 1942 en zone Sud ;

5° le châtiement exemplaire de tous les directeurs et rédacteurs de journaux qui ont apporté, directement ou indirectement leur concours à la propagande ennemie ;

6° la reconstitution immédiate d'un syndicat des journalistes ayant le caractère d'un ordre et habilité à promulguer le Code de la profession comme à sanctionner les infractions aux règles de l'honneur professionnel.

(Paru dans plusieurs journaux clandestins en mai 1944).

LA LIBERTÉ DE DISPARAITRE

Combien reste-t-il aujourd'hui de titres nés dans la Résistance ? N'a-t-on pas laissé à toute cette presse libre et foisonnante, la liberté de disparaître ? « Franc-Tireur » n'existe plus. « Défense de la France » a disparu, comme « Le Patriote du Sud-Ouest », « Le Populaire ».

Comme, également, « Combat » et « Libération », dont nous publions quelques lignes du dernier numéro. Le grand espoir de la Résistance n'a-t-il pas été trahi ?

**

« Combat » est mort, étranglé par un système économi-

que qui fait que les idées ne passent pas lourd devant un bilan. Tué par une gestion irracionnelle conduite pendant 30 ans en ignorant les règles essentielles qui régissent toute entreprise.

(« Combat », vendredi 30 août 1974.)

**

« Libération » disparaît aujourd'hui dans des conditions abruptes et particulières qui rendent l'interruption irrémédiable.

« Libération » est né dans la clandestinité le premier juillet 1941. Nous avons vécu 23 ans.

Nous étions le dernier journal parisien issu de la Résistance où les fondateurs étaient encore présents. Si l'équipe était diverse, elle témoignait encore de la volonté de trouver des voies progressistes propres au journal. Pour des raisons politiques, pour des raisons politiques aussi — sans doute — nous avons échoué.

Au-delà des divergences, il reste l'esprit de la Résistance, il reste l'esprit d'une équipe fraternelle d'hommes et de femmes qui, aujourd'hui comme hier, ont fait vivre « Libération ».

(« Libération », 27 novembre 1964.)

LA RÉPRESSION

S'agissant de la presse clandestine, la répression frappe au moins trois catégories : ceux qui confectionnent les journaux, ceux qui les diffusent et ceux qui les lisent. Il est bien sûr difficile de chiffrer cette répression tant les renseignements sont fragmentaires. Seuls quelques jalons permettent un repérage. Le 2 mars 1942 le Chef de cabinet de Pucheu annonce 5 390 arrestations « pour menées antinationales » en 1941 par la police vichyste. Dans un rapport établi à Londres début 1944 et consacré à la presse clandestine en zone Sud pour l'année 1943, il est fait état de plus de 5 000 perquisitions effectuées par les seules police et gendarmerie françaises et de 1 708 personnes arrêtées et écrouées pour activités illicites en faveur de mouvements de Résistance éditant des journaux clandestins. Un rapport de Knochen du 16-12-43 (procès Oberg-Knochen) mentionne de janvier à septembre 1943, 30 000 arrestations dont les 3/4 ont été faites par la police allemande, le 1/4 par les Français (M. de Bouard « La Répression allemande en France de 1940 à 1944, in : Revue d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale », n° 54, pp. 63-90). A peu de choses près, le schéma de la répression est le suivant. Détenir un tract ou un journal clandestin vous rend suspect (cf. Ordonnance du 14 septembre 1940 des autorités militaires allemandes : « Toutes les personnes qui entreront en possession de tracts, brochures, et imprimés quelconque de caractère anti-allemand ou provenant de sources anti-allemandes devront les remettre immédiatement à la Kommandantur la plus proche, le cas échéant par l'intermédiaire des autorités communales. »)

Si on vous trouve en possession de plusieurs exemplaires, vous n'êtes plus suspect mais déjà coupable. Quant au délit d'impression ou de diffusion, il fait de vous un condamné (...).

Malgré la chute d'imprimeries centrales, malgré de nombreuses arrestations, en dépit d'une action répressive rigoureuse, la presse clandestine à la veille de la Libération est une organisation puissante au sein de laquelle de nombreuses tendances sont représentées : « Libérer et Fédérer » (socialistes), Jeune République à « Résistance », francs-maçons au « Coq enchaîné », le P.C.F. à « L'Humanité », etc.

(La presse clandestine 1940-1944. Colloque d'Avignon les 20-21 juin 1985. Extraits de : Aspects généraux de la presse clandestine, par Claude Lévy et Dominique Veillon).

Je suis informé que, depuis quelques temps, certains tracts constituant de véritables appels à la révolte contre le gouvernement, nous sont adressés. Ces tracts vous incitent notamment à refuser confiance et obéissance au Maréchal, chef de l'Etat.

Connaissant votre dévouement et votre fidélité au Maréchal et à son gouvernement, j'ai la certitude que vous réproverez ces méthodes ; aussi, et pour me permettre de les réprimer, je vous demande de bien vouloir me faire parvenir, le cas échéant, les documents de cette nature qui vous seraient adressés, avec l'enveloppe d'envoi.

C'est grâce à cette collaboration que je pourrai par des recoupements et des enquêtes, faire découvrir les auteurs de cette propagande et, partant, mettre fin à celle-ci.
Dijon le 13 mai 1942, circulaire du préfet délégué de la Côte-d'Or aux maires et présidents de délégations spéciales du département.

C'est presque toujours les écrivains que l'on félicite pour le courage qu'ils ont montré en collaborant à la presse ou aux éditions clandestines. En vérité, le risque était minime. Tout le péril était pour les imprimeurs, patrons et ouvriers, qui pouvaient à chaque instant redouter l'irruption de l'une ou l'autre police dans leur atelier.

(François Mauriac « Epreuves dans l'ombre ».)

LA FORCE DU TEMOIGNAGE

LE POIDS DU DOCUMENT

BARBIE POUR MEMOIRE

Un ouvrage de Guy Morel qui rassemble toutes les pièces du dossier. L'itinéraire du capitaine SS condamné à mort par contumace pour crimes de guerre en 1953 et 1954, tour à tour agent du contre-espionnage américain en République fédérale d'Allemagne après la guerre, conseiller spécial des dictateurs boliviens, trafiquant d'armes et de drogue... Les polémiques soulevées par son expulsion et la préparation de son procès. Un ouvrage d'actualité au moment où le nazisme est banalisé, l'existence des chambres à gaz contestée, la collaboration oubliée.

1 volume, 13,5 x 21, 176 pages.

Prix : 85 F franco

LA DEPORTATION : La plus riche documentation sur le système concentrationnaire nazi

Cet ouvrage, couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, préfacé par Louis Martin-Chauffier, membre de l'Institut, comporte 296 pages, 500 documents en héliogravure. Ce volume relié toile 24 x 32 présente en hors-texte des dessins de Picasso et Fernand Léger, des dessins d'enfants déportés, la carte des camps en 4 couleurs, la liste de plus de 1 000 lieux de déportation et d'internement.

L'OPINION DE LA PRESSE : Une livre nécessaire... (*Le Figaro*).
Un livre poignant et admirable... (*France-Soir*).
Un ouvrage que personne ne doit ignorer... (*Le Monde*).
L'image terrible d'une réalité que seuls les survivants peuvent encore concevoir... (*L'Humanité*).
Monument du souvenir et de la reconnaissance... (*La Croix*).
Doit susciter une réflexion salutaire chez les adolescents et leurs parents... (*L'Education nationale*).

Prix : 240 F franco

DETENU 20801 DANS LES BAGNES NAZIS

La fraternité et la solidarité dans les camps évoqués par le Pasteur Aimé Bonifas dans cet ouvrage écrit dès son retour des camps avec en postface un chapitre consacré aux chrétiens dans les camps et un autre qui ouvre le dossier des « révisionnistes » qui nient la réalité des camps.

1 volume, 13 x 20, 204 pages.

Prix : 60 F franco

COMLOTS CONTRE LA DEMOCRATIE

Les multiples visages du fascisme. Un livre de Marie-Jo Chombart de Lauwe. La révélation des menaces que la propagande et les activités fascistes et nazies font peser sur la démocratie. Une dénonciation des agissements des groupes d'extrême-droite tant en France que sur le plan international.

1 volume, 13 x 22, 160 pages.

Prix : 50 F franco

UN FILM

ET LE SOLEIL SE LEVAIT

Réalisé par Frank Cassenti, une co-production I.N.A./F.N.D.I.R.P.. Des déportés, hommes et femmes, répondent pendant 50 minutes à des questions posées par des élèves d'une classe de 3^e sur fond de documents d'archives. Des poèmes, des textes, des chants appuient ce témoignage.

En cassette vidéo V.H.S.

Prix : 530 F port gratuit

Ce qu'en dit la presse :

... Pas un mot de trop, la vie quotidienne dans sa sécheresse, sa cruauté... (*Le Monde*).
... Au-delà de l'émotion, la mémoire enfin transmise (*Télérama*).
... Tous ces témoignages sont poignants, bouleversants dans leur simplicité... (*L'Humanité*).
... Les témoignages de ces hommes et de ces femmes se recourent tous... Tous ces rescapés ne témoignent pas pour eux-mêmes seulement... (*Le Figaro*).

DES DIAPOSITIVES

LA RESISTANCE

De la déclaration de guerre le 1^{er} septembre 1939 à la capitulation des troupes hitlériennes. 40 clichés montrent la résistance, la collaboration, les sabotages, les maquis et la libération de la France.

La série : 140 F port gratuit

LA DEPORTATION

Une série de 60 diapositives qui trace l'histoire de la Première guerre mondiale, de la montée du nazisme, de la prise du pouvoir par Hitler, de la déportation et de la libération des camps nazis.

La série : 170 F port gratuit

A chaque série sont jointes les légendes se rapportant aux clichés.

UN DISQUE

POESIE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Par Jean-Pierre Rosnay et le Club des Poètes : 17 poèmes de résistants, de déportés dits et chantés pour témoigner et faire échec à l'oubli. Louis Aragon, Paul Eluard, Maurice Gleize, Marianne Cohn, Yvan Goff, Pierre Genty, Missac Manouchian, Marie Noël, Robert Desnos, Charlotte Delbo, Henri Pouzol, René Char, Jean-Pierre Rosnay, André Migdal.

1 disque 33 tours stéréo.

Prix : 110 F franco

BON DE COMMANDE

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL - VILLE :

VEUILLEZ M'ADRESSER LES OUVRAGES SUIVANTS :

CI-JOINT LE REGLEMENT, SOIT F

D'autre part, je désire être tenu au courant de toutes vos parutions

BON A RETOURNER A F.N.D.I.R.P., 10, RUE LEROUX, 75116 PARIS.